



## Déclaration du G20 de Saint-Pétersbourg

Le sommet du G20 qui s'est tenu les 5 et 6 septembre 2013 à Saint-Pétersbourg a été consacré, outre la situation en Syrie, au renforcement de l'économie mondiale. Dans le préambule de leur déclaration commune publiée à l'issue du sommet, les chefs d'État et de gouvernement du G20 indiquent que « la consolidation de la croissance et la création d'emploi sont leur priorité absolue » et soulignent qu'« une croissance économique saine et durable repose sur des investissements accrus et prévisibles, la confiance et la transparence, ainsi que sur une régulation effective dans le cadre des politiques et pratiques de marché ». Ils notent que « la politique monétaire continuera d'être orientée vers le maintien de la stabilité des prix et le soutien de la reprise économique, conformément aux mandats respectifs des banques centrales » et reconnaissent « qu'une croissance forte et durable s'accompagnera, à terme, d'une transition vers la normalisation des politiques monétaires », tout en notant que « les banques centrales se sont engagées à continuer de calibrer soigneusement et d'expliquer clairement les futurs changements de la politique monétaire ». La suite de la déclaration consacre notamment des développements aux questions de régulation financière : résultats obtenus à ce jour et suite à donner ; vers un système financier au service d'une croissance économique forte, durable et équilibrée ; mettre en place des établissements financiers résilients et mettre fin au problème des établissements « trop grands pour faire faillite » (en anglais : « too-big-to-fail ») ; promouvoir la transparence et le fonctionnement régulier des marchés financiers ; faire face aux risques dus aux activités bancaires parallèles (en anglais : « shadow banking ») ; lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme).

Lien vers la déclaration du G20 (version originale et version française) et vers la communication sur le G20 présentée en Conseil des ministres le 11 septembre 2013 : [http://www.tresor.economie.gouv.fr/6828\\_les-communiqués-du-g20-2013](http://www.tresor.economie.gouv.fr/6828_les-communiqués-du-g20-2013)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 5 septembre a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en août confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique en partant de bas niveaux. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié, le 30 août, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en juillet 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable par rapport aux chiffres de juin (10,9%). Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à juillet 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,5 %.

### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. L'ordonnance prévoit la mise en place de comités territoriaux d'orientation adaptés aux particularités des collectivités de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de Saint-Pierre et Miquelon ainsi que du département de Mayotte. Elle habilite par ailleurs, BPI-Groupe à effectuer des missions de prestation de service pour le compte des collectivités du Pacifique compétentes en matière de développement économique et industriel et qui en feraient la demande. Les modalités d'intervention de BPI-Groupe seront définies au moyen de conventions passées entre les parties.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027886816&categorieLien=id>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### Parution des rapports annuels 2012 de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin



Les rapports annuels de l'IEDOM 2012 (Edition 2013) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ont été publiés ce vendredi 6 septembre. Ces documents proposent en respectivement 94 et 96 pages une analyse des principales évolutions économiques, bancaires et sociales de ces collectivités durant l'année écoulée. L'IEDOM a présenté ses analyses lors de deux conférences de presse qui se sont tenues le 6 septembre 2013 dans chacune des îles du Nord.

Comme toutes les publications de l'IEDOM, ces rapports sont librement téléchargeables sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

### Saint-Barthélemy : une activité économique bien orientée

À Saint-Barthélemy, en 2012, l'activité économique réaffirme son dynamisme. Le tourisme, première activité économique de l'île enregistre une consolidation de ses principaux indicateurs comme la progression du nombre de visiteurs qui atteint près de 321 000. En dépit de la diminution du nombre de permis de construire délivrés (-6,4 %), le BTP, autre secteur clé de l'économie, poursuit sa reprise entamée en 2011 notamment grâce à la bonne tenue de l'investissement en travaux publics. En effet, la collectivité, dont la situation budgétaire est confortable, accompagne cette évolution avec le financement de nombreux projets structurants qui a atteint un total de 20 M€ en 2012.

Dans ce contexte économique favorable, l'activité bancaire est dynamique enregistrant une augmentation de l'encours sain de crédits (+10,1 %), porté par les crédits à l'habitat (+9,9 %) et l'optimisme retrouvé des chefs d'entreprises. Bien que moins soutenue qu'en 2011, la croissance des dépôts se poursuit (+3,9 %) notamment les dépôts des ménages (+7,6 %).

Enfin, concernant les premières tendances de la conjoncture pour 2013, l'IEDOM a souligné la poursuite de l'amélioration, à la faveur du dynamisme retrouvé du secteur du tourisme. La collectivité va conserver son rôle moteur en soutenant l'économie de l'île. Les indicateurs bancaires restent dynamiques enregistrant une croissance des encours de crédits et des dépôts de respectivement 3,7 % et 8 % à fin juin, en glissement annuel.

### Saint-Martin : une sortie de crise difficile

En 2012, les signes de redressement de l'économie saint-martinoise observés depuis 2010 restent fragiles. Les différents indicateurs ont fait ressortir une activité sans véritable souffle, dans un contexte économique morose où la plupart des secteurs d'activité connaissent une sortie de crise difficile. Si la fréquentation touristique de l'île atteint un nouveau record en 2012 avec 2,4 millions de visiteurs, notamment des croisiéristes, ce dynamisme profite peu à la partie française qui capte seulement 10 % du flux de touristes. Le secteur du BTP, 4<sup>ème</sup> pourvoyeur d'emplois, se maintient difficilement grâce à la commande publique et la poursuite de grands chantiers.

L'activité bancaire reste contrastée en 2012 et enregistre pour la deuxième année consécutive un recul de l'encours total de crédits (-2,7 %), principalement induite par la faiblesse de la demande de crédits aux entreprises (-8,4 %). Les actifs financiers renouent quant à eux avec une croissance positive (+3,2 %), particulièrement des ménages (+8,2 %), venant souligner la prudence des agents économiques.

Enfin, concernant les premières tendances de la conjoncture pour 2013, l'IEDOM a mis en évidence un manque de dynamisme dans les principaux secteurs d'activité et une conjoncture encore morose. En dépit des efforts soutenus des acteurs de la filière, le tourisme ne paraît pas encore en mesure de capter les retombées positives. Le secteur du BTP reste quant à lui fortement dépendant d'une commande publique encore limitée par la situation fragile de la collectivité. Au premier semestre 2013, l'activité bancaire reste contrastée avec la poursuite de la croissance des dépôts (+9,3 %) et la diminution des encours sains (-1 % en excluant une opération exceptionnelle de la part d'une banque de la place).

### Parution des « Tendances Conjoncturelles » et de la note « Infos Financières »

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les Tendances Conjoncturelles et la note Infos Financières du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Vous pouvez obtenir ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Quelques chiffres clés de la rentrée 2013

À la rentrée scolaire 2013, les établissements scolaires publics et privés accueillent 105 525 élèves en Guadeloupe. La baisse de 1,1 % enregistrée cette année est inférieure à celle observée l'année dernière (-2,3 %). 54 103 élèves sont scolarisés dans 325 écoles du premier degré (écoles maternelles et élémentaires) et 51 422 dans 87 établissements du second degré (collèges et lycées). De nouveaux chantiers ont été ouverts en 2013 dont la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré. Elle concernera tout d'abord quatre communes et une collectivité : Le Moule, Terre-de-Bas (Les Saintes), Pointe-à-Pitre, Goyave et la collectivité de Saint-Martin, soit 40 écoles situées en Guadeloupe et 15 à Saint-Martin.

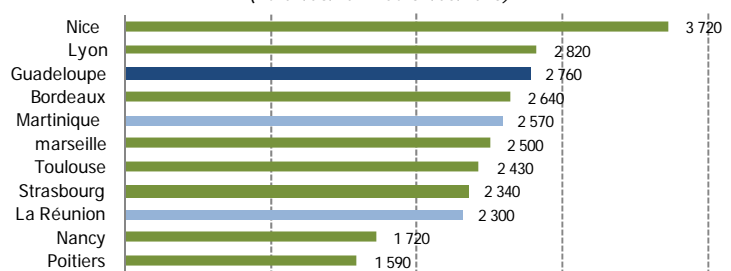
### Prix de vente des biens immobiliers

Selon les notaires de France, sur la période allant de juin 2012 à mai 2013, le prix moyen des appartements anciens vendus en Guadeloupe atteignait 2 760 €/m<sup>2</sup>. Ce prix se situe bien au dessus du prix moyen des régions françaises hors Ile-de-France (2 310 €/m<sup>2</sup>).

Sur la même période, une maison ancienne valait en moyenne 250 000 € dans la région. Ce prix est supérieur de 4,2 % à celui constaté à fin novembre 2011 (240 000 €). Il est de 240 000 € dans la zone de Basse-Terre, et 300 000 € dans le secteur de Pointe-à-Pitre. Ces données sont disponibles sur le site des [Notaires de France](#).

### Prix moyen en euro au m<sup>2</sup> des appartements anciens

(Du 01/06/2012 au 31/05/2013)



Source : Bases immobilières des notaires de France

### Le dispositif Jeunes en Entreprise rencontre un vif succès

Depuis son lancement en 2011, le stage régional Jeunes en Entreprise rencontre un succès croissant. 1 700 étudiants ont bénéficié de ce dispositif en 2011, 1 949 en 2012 et, cette année, ce sont 2 168 jeunes qui ont intégré un stage en juillet et en août. La Région, l'UDE-MEDEF et la CGPME ont signé une nouvelle convention qui reconduit le dispositif en 2014.

### Trafikera opérationnel depuis le 12 août

Trafikera est un système dynamique de gestion et d'information routière opérationnel depuis le 12 août sur les routes de Guadeloupe. Ce service gratuit présente un double objectif : fluidifier le trafic en facilitant les déplacements et en évitant les risques de bouchons durs d'une part et sécuriser les axes d'autre part.

### Nouvelle présidente de l'UDE-MEDEF

Michèle Montantin a été élue le 25 juillet 2013 nouvelle présidente de l'UDE-MEDEF. Elle succède à Willy Angèle et devient la première femme dirigeante du syndicat patronal de la région Guadeloupe.

## ACTUALITÉ RÉGIONALE

### Des Présidents de CCI à Saint-Martin

Les présidents des CCI de Guadeloupe, de Guyane et de Saint-Martin se sont réunis à Saint-Martin le 14 août afin d'aborder différentes problématiques que peuvent rencontrer les chambres de commerces territoriales en Outre-mer. Les échanges ont porté sur trois thèmes : les modalités de mise en place du crédit d'impôt en remplacement de la défiscalisation, le projet de gestion du registre des sociétés par les CCI des îles du Nord, et enfin la possibilité de création d'un statut des entreprises ultramarines.

### Copa Airlines augmente ses fréquences de vol

À partir de décembre 2013, la compagnie panaméenne Copa Airlines effectuera deux vols supplémentaires entre Panama et Sint-Maarten, portant à quatre le nombre de vols hebdomadaires. Depuis 2012, la compagnie avait dû réduire ses vols en raison de l'absence du soutien commercial de Sint-Maarten. Ces deux vols représentent près de 9 800 sièges supplémentaires et pourraient créer, selon les responsables du tourisme, davantage d'opportunités avec le marché sud-américain et notamment brésilien.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : Insee)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Juillet	2013	129,2 127,1	-0,1 % -0,3 %	1,0 % 1,1 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> <i>(Source : Direccte)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) <i>(données CVS)</i>		Juillet	2013	61 040	1,6 %	3,6 %
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Juillet	2013	180,7	-	61,6 %
	Importations (en cumul - millions d'euros)				1 642,3	-	8,6 %
<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : Insee)</i>	Nombre d'entreprises créées <i>(hors auto-entreprises)</i>		Juillet	2013	393	-0,5 %	2,1 %
			Cumul annuel		2 720	-	-6,3 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> <i>(Source : ledom)</i>	Personnes physiques en interdiction bancaire		Juillet	2013	20 861	-0,9 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (Flux)				485	-21,5 %	34,7 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbes)</i>	Nombre de passagers (hors transit)		Juillet	2013	198 885	48,4 %	0,8 %
			Cumul annuel		1 194 895	-	-0,7 %
<b>Trafic maritime</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Juillet	2013	317 851	30,0 %	-29,9 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				75 433	24,6 %	-6,8 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> <i>(Source : Insee)</i>	Nombre de nuitées <i>(en milliers)</i>		Mai	2013	89	-6,3 %	6,0 %
			Cumul annuel		541	-	-0,6 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Août	2013	1 036	-23,5 %	-14,5 %
			Cumul annuel		9 570	-	-7,4 %
<b>Consommation de ciment</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Août	2013	18 305	-18,5 %	4,6 %
			Cumul annuel		161 762	-	-1,3 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

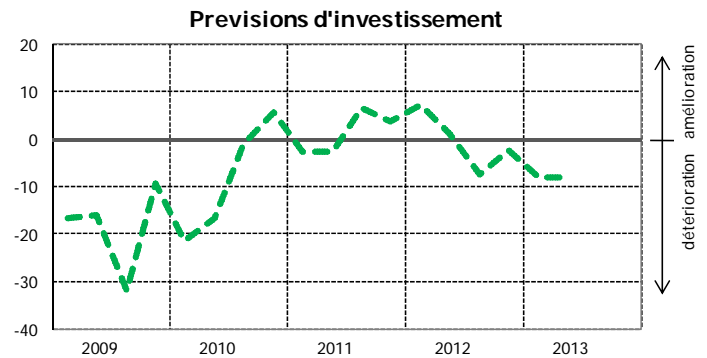
### Publication : « Tendances conjoncturelles »

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasiment stable (-0,4 point) au deuxième trimestre 2013 et s'établit à 92,3 points.

La détérioration du marché du travail se poursuit et les intentions d'investir des chefs d'entreprise s'affichent en retrait pour le quatrième trimestre consécutif. La consommation des ménages accuse également un léger repli.

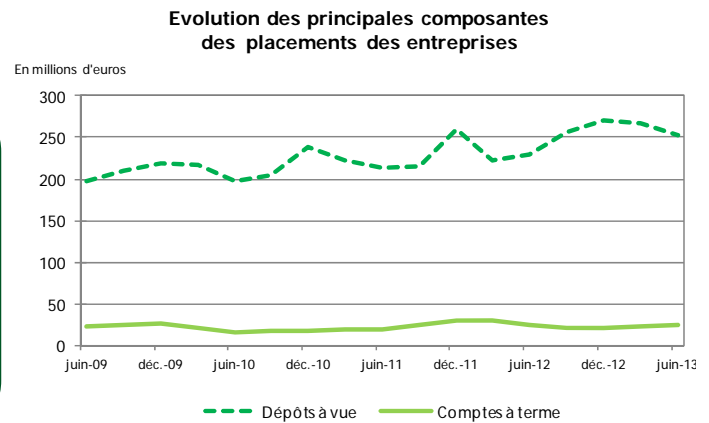
Les services marchands, le commerce et l'industrie, secteurs habituellement porteurs, sont fortement orientés à la baisse alors que la construction, le tourisme et le secteur primaire se redressent assez nettement.

Les perspectives d'activité pour le troisième trimestre 2013 restent plutôt défavorables et les prévisions d'investissement à un an sont globalement dégradées.



### Publication : « Evolutions monétaires »

Au second trimestre, le financement de l'économie affiche une hausse modérée (+1,9 %). La collecte progresse très légèrement (+0,3 %). Les crédits à l'économie sont portés par les crédits à l'habitat (+2,8 %), mais aussi par une hausse notable des comptes ordinaires débiteurs sur le segment entreprises, (+13,2 %) et par de nouveaux concours octroyés aux collectivités locales sous forme de crédits de trésorerie, (+6,0 M€). Le ralentissement des placements est dû à une forte décollecte observée sur le segment entreprises (-3,6 %) compensée cependant par une collecte bien orientée au niveau des ménages (+1,8 %).



Ces deux publications sont disponibles gratuitement sur le site de l'edom : [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane)

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,73 € / litre pour l'essence (- 2 centimes par rapport au mois d'août) et 1,55 € / litre pour le gazole (- 1 centime sur le mois). Le prix de la bouteille de gaz reste fixé à 22,35 €, soit une augmentation mensuelle de 41 centimes.

### Prix à la consommation

En juillet 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse significative en Guyane (+ 0,7 % sur le mois), évolution entraînée principalement par celle des prix des services (+ 1,7 %) et de l'alimentation (+ 0,7 %). L'évolution concernant l'alimentation est principalement liée à l'augmentation des produits frais (+ 4,5 % sur le mois), celle des services étant portée par les postes « Loyers et services rattachés » (+ 2,5 %) et « Transports et communications » (+ 3,1 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,9 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,7 %) et des services (+ 2,2 %). L'augmentation annuelle des prix en Guyane s'est accélérée en juillet et dépasse nettement désormais celle constatée à La Réunion (+ 1,3 %), en Martinique (+ 1,0 %), en Guadeloupe (+ 0,8 %) et pour la France entière (+ 1,1 %).

### Spatial

Le 71<sup>ème</sup> tir d'Ariane 5 a été réalisé depuis le Centre spatial guyanais le jeudi 29 août 2013. Ce lancement, 57<sup>ème</sup> succès d'affilée, a permis de placer en orbite deux satellites de télécommunications : EUTELSAT 25B - Es'hail 1 et GSAT-7. D'une masse au lancement de plus de 6,3 tonnes, EUTELSAT 25B - Es'hail 1 est un satellite développé par deux opérateurs, l'un français, Eutelsat, l'autre qatarien, Es'hailSat, pour desservir les marchés en plein essor du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie centrale. D'une masse au lancement de plus de 2,6 tonnes, GSAT-7 est un satellite de télécommunications multi-bandes développé par l'ISRO (Indian Space Research Organization) ayant pour objectif la couverture de l'Inde en matière de télécommunications, de services d'émission et de diffusion directe ainsi que la fourniture de services à ses forces de défense.

### Visite ministérielle

La ministre du Commerce extérieur, Mme Nicole BRICQ, était en visite en Guyane les 29 et 30 août. Outre la promotion du secteur spatial français à l'international qu'elle a pu assurer à l'occasion du lancement de la fusée Ariane, la ministre est allée à la rencontre de chefs d'entreprise guyanaises exportatrices. Elle a ainsi pu rappeler l'engagement du gouvernement pour soutenir les entreprises de Guyane qui souhaitent trouver des relais de croissance à l'export, notamment via l'aide des dispositifs de la Banque publique d'investissement (BPI) en cours de mise place en Guyane.

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Lutte contre l'inflation au Brésil

Afin de ralentir la forte inflation au Brésil, la Banque centrale a annoncé une nouvelle augmentation de son taux directeur, de 0,5 point, le portant à 9 %. En effet, à fin juillet, la hausse des prix de 6,27 % sur un an, bien supérieure aux 4,5 % prévus par le gouvernement, restait proche du seuil maximum fixé (6,5 %). Malgré une croissance favorable au 2<sup>ème</sup> trimestre, le gouvernement a revu à la baisse sa prévision pour 2013 en annonçant atteindre 2,5 % de croissance, lorsqu'il anticipait 4 % au début de l'année.

## Relations Sino-Guyaniennes

Les gouvernements Chinois et Guyanien ont signé le 28 août dernier un nouveau plan d'aide de 8,2 M\$ en faveur du développement du Guyana. Ce plan vient compléter les différents accords de dons et de prêts bonifiés déjà accordés par la Chine (notamment pour l'agrandissement de l'aéroport ou l'achat de navires de transport), témoignant d'une forte volonté des deux nations de renforcer leurs liens économiques.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Juil-13	129,9	[2,3%]	[1,9 %]	Insee
	↓	Prix administré du litre d'essence	Sept-13	1,73	[-1,1%]	[-1,7%]	Préfecture/Dieccte
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Juil-13	20 596	[2,7%]	[11,8%]	Pôle emploi
	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-13	8 264	[1,1%]	[2,8%]	Pôle Emploi
	↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Août-13	15 784	[-3,2%]	[7,5%]	Caf
	↓	Prestations nettes versées (1)	Août-13 Cumul	8,5 M€ 68,5 M€	[-6,6%]	[-1,9%] [8,5%]	Caf
CONSUMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Juin-13 Cumul	13,0 M€ 78,4 M€	-8,1%	7,1% 7,3%	Douanes
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Août-13 Cumul	378 2 539	21,3%	8,8% -5,2%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Juin-13 Cumul	40,4 M€ 238,7 M€	11,0%	35,8% 28,6%
↑		Ventes de véhicules utilitaires	Août-13 Cumul	96 632	49,7%	22,7% -10,7%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Juin-13 Cumul	19,6 M€ 128,4 M€	-25,7%	17,0% 39,0%	Douanes
	↓	Importations (3) (4)	Juin-13 Cumul	117,5 M€ 785,4 M€	-14,9%	45,3% 26,4%	Douanes
	SPATIAL		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Août-13 Cumul à Août-13	6 tirs (4 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega) 13 satellites, et 1 ATV*	5 tirs à Août-12 9 satellites et 1 ATV*	Arianespace
BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Août-13 Cumul	7 899 tonnes 60 557 tonnes	0,7%	-7,1% -7,3%	Ciments guyanais
INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Juin-13 Cumul	122 kilos 616 kilos	28,4%	-23,5% -30,7%	Douanes
	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Juin-13 Cumul	4,2 M€ 21,9 M€	37,6%	-35,5% -28,4%	Douanes
	↓	Cours de l'once d'or	Juin-13	1 342,53 \$	[-5,1%]	[-15,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 Cumul	20 767 m3 74 878 m3	29,8%	215,8% 1,7%	ONF
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Juin-13 Cumul	52 tonnes 288 tonnes	132,5%	137,8% 7,8%	Douanes
	↓	Exportations de poissons (3)	Juin-13 Cumul	126 tonnes 423 tonnes	-10,1%	-25,1% 11,4%	Douanes
		Exportations de riz (2) (3)	Juin-13 Cumul	0 tonne 0 tonne	n.s	n.s n.s	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juil-13 Cumul	49 922 248 888	-1,9%	-3,7% 5,0%	CCIRG
	↓	Nombre de nuitées	Avr-13 Cumul	26 000 99 000	-4,1%	-2,9% -5,5%	Insee

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

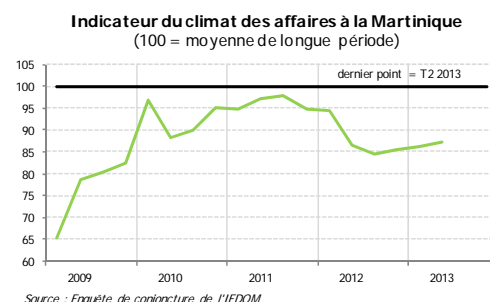
## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Surendettement des ménages : hausse du nombre de dossiers déposés en juillet

En juillet 2013, 67 dossiers de surendettement ont été déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement. Les dépôts de dossiers sont toutefois en diminution en août (34). Depuis le début de 2013, ils s'élevaient à 348 contre 344 en 2012, soit une augmentation de 1,2 % sur un an.

### Tendances conjoncturelles : légère amélioration du climat des affaires

Le dernier numéro de [Tendances conjoncturelles](#) publié par l'IEDOM pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 1,1 point. L'ICA poursuit sa lente remontée pour le troisième trimestre consécutif pour s'établir à 87,2 points, soit 12,8 points en deçà de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'activité et le relâchement des tensions sur la trésorerie au deuxième trimestre auront permis une légère progression de cet indicateur. L'activité retrouve ainsi un certain dynamisme dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire, du tourisme et des services aux entreprises. Toutefois, elle reste mitigée dans le secteur du BTP et dégradée dans les secteurs de l'industrie et du commerce. Par ailleurs, la consommation des ménages semble bénéficier d'un léger sursaut. Néanmoins, les incertitudes et l'absence de visibilité à court et moyen termes contraignent les prévisions des chefs d'entreprise. Ces derniers sont pessimistes et anticipent une contraction de l'activité pour le trimestre prochain. Les prévisions d'investissement se dégradent donc de nouveau, les chefs d'entreprise privilégiant le maintien à niveau de leur outil de production et différant les nouveaux projets.



### Évolutions monétaires : activité stable au 2<sup>ème</sup> trimestre

Le dernier numéro [d'Évolutions monétaires](#) à la Martinique publié par l'IEDOM pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 met en évidence une légère hausse des encours de crédits ainsi qu'un rebond des actifs financiers. En effet, au 2<sup>ème</sup> trimestre, l'encours sain de crédits s'établit à 8,0 milliards d'euros (+0,4 % sur le trimestre et +1,6 % sur un an). Pour leur part, les actifs financiers sont en progression soutenue pour toutes les catégories de placements. Ils s'établissent à 6,7 milliards d'euros au 30 juin (+2,2 % sur le trimestre et +6,0 % sur l'année).

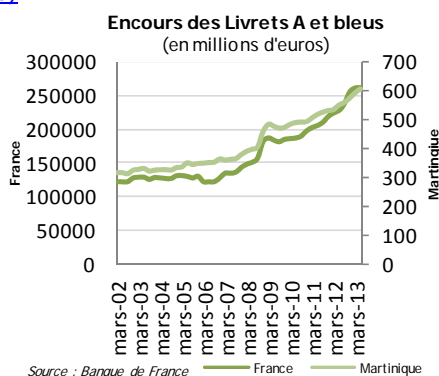
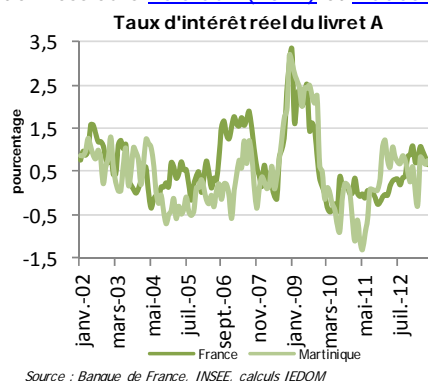
### Autres publications : dernières mises en ligne

Le [Panorama de la Martinique](#) 2013 et le [Tableau de bord CEROM](#) du mois d'août 2013 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Livret A : baisse du taux de rémunération

Suite aux arbitrages du chef de l'Etat, le 1<sup>er</sup> août 2013, le taux de rémunération du Livret A est passé de 1,75 % à 1,25 %. Ce taux est proposé par le gouverneur de la Banque de France au ministre de l'économie et des finances. Ce n'est qu'une recommandation, le gouvernement peut en effet choisir le taux qu'il souhaite. Cette règle aurait dû aboutir à un taux historiquement bas de 1 %. Mais, l'exécutif a choisi un taux légèrement supérieur, ce qui conforte l'engagement du chef de l'Etat relatif à l'épargne populaire pendant la campagne présidentielle ([engagement n° 8 du projet de François Hollande](#)). Le choix de ce taux est non seulement déterminant mais également difficile pour le gouvernement, qui doit arbitrer entre le pouvoir d'achat des ménages et, notamment, le financement du logement social. Pour plus de précision concernant le Livret A, ces critiques et son mode de détermination, voir les analyses détaillées de messieurs [Péléraux \(2012\)](#) et [Madec \(2013\)](#).



Concernant la Martinique, on constate que les encours des Livrets A et bleu suivent globalement la même courbe de tendance qu'en France hexagonale, avec un pic en 2009, au moment de la généralisation de la distribution du livret à toutes les banques. A la fin du deuxième trimestre 2013, le niveau des encours du Livret A était de 607,1 millions d'euros en Martinique et de 262,4 milliards d'euros en France. Si on compare l'encours moyen par compte pour ce produit d'épargne, à la fin de l'année 2012, on est à 1.366,2 € en Martinique contre 4.037,7 € au niveau national (soit un rapport de 1/3).

S'agissant du rendement réel du Livret A, qui est la différence entre le taux nominal du livret et le taux d'inflation, il apparaît qu'il évolue différemment à l'échelle nationale et en Martinique, en raison du différentiel d'inflation. Ainsi, le rendement réel du Livret A était supérieur en France par rapport à la Martinique depuis novembre 2012, mais s'égalise en juin 2013 à 0,7 %.

## Emploi : expérimentation des « Emplois francs »

Les villes de Fort-de-France et du Lamentin ont été sélectionnées par [le Comité interministériel des villes](#) pour expérimenter le nouveau dispositif du gouvernement destiné à soutenir l'emploi des jeunes dans les zones urbaines sensibles (ZUS). Cet outil fixé par [le décret n°2013-549](#) et intitulé « Emplois francs » cible les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans, résidant depuis au moins 6 mois consécutifs dans une ZUS et totalisant 12 mois ou plus de recherche d'emploi au cours des 18 derniers mois. Cette mesure concerne les entreprises du secteur marchand et consiste en une aide de 5.000 € à l'employeur dans le cadre d'un CDI à temps complet.

## Télécommunications : renforcement des opérateurs

Le marché des télécommunications évolue sensiblement aux Antilles. En effet, depuis fin juin, Altice (le fonds d'investissement qui détient Numéricable) a racheté la participation majoritaire du fonds Axa Private Equity dans Outremer Telecom (Only). Parallèlement, Canal+ vient de prendre le contrôle de Mediaserv en devenant l'actionnaire principal (51 %). Le but de ces grandes manœuvres est d'être en capacité de proposer une offre triple play aux clients (téléphone portable, internet et télévision dans un même forfait), mais également d'être prêt pour l'arrivée de la 4G. Concernant ces fréquences 4G qui ont pour but de permettre la connection haut débit des téléphones portables, leurs attributions ne sont pas encore arrêtées. Mais, Orange Caraïbes s'implante déjà sur le marché en proposant une offre intermédiaire entre la 3G et la 4G grâce à son réseau de fibre optique. De son côté, Outremer Telecom mise sur la carte du low cost en faisant évoluer son offre avec des tarifs à prix réduits comme Free en métropole.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Conférence des ambassadeurs : les Outre-mer, vitrine de la diplomatie française

A l'occasion de la conférence des ambassadeurs qui s'est tenue le 27 août à Paris, le gouvernement a fait part de ses objectifs pour renforcer la coopération régionale des Outre-mer afin d'assurer le rayonnement de la France à travers le monde. Pour cela, l'exécutif entend continuer les négociations d'adhésion des DROM-COM au sein des différents organismes régionaux, la ligne poursuivie étant celle de l'insertion économique en incitant ces territoires à commercer avec leurs voisins. En outre, des chargés de mission de la Martinique et de la Guadeloupe seront envoyés dans les ambassades de France installées chez certains de leurs voisins. De même, la conférence des ambassadeurs fût l'occasion de rappeler le « plan de haute qualité éducative pour l'Outre-mer » présenté en juin par le ministre des Outre-mer et ayant pour but de rendre ceux-ci compétitifs dans l'économie du savoir. D'autres perspectives ont également été abordées comme la francophonie, la défense, la transition énergétique, la mobilité des personnes et la santé. Ces propositions sont détaillées dans [le discours du Ministre des Outre-mer](#).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juillet 2013	129,8	+0,2 %	+1,0 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juillet 2013	44 404	+2,5 %	+3,4 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juillet 2013	21 295	+0,1 %	-3,3 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2013	34 691	+3,2 %	-13,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2013	183,4	-28,2 %	-23,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2013	20,4		-49,9 %
	Taux de couverture mensuel		11,1 %		-6 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mai 2013	45,7	+11,3 %	+5,8 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mai 2013	215,9		-0,1 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juillet 2013	17 308	+0,3 %	-1,1 %
	Retraits de cartes bancaires	- juillet 2013	4 912		+1,6%

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juillet 2013	159 977	-47,5 %	-3,4 %
		- cumul annuel	978 265		+1,4 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- août 2013	0	-	-
		- cumul annuel	73 265		+19,9 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2013	13 339	-14,0%	+3,6 %
		- cumul annuel	115 760		-7,5 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- août 2013	663	-29,1 %	-2,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- août 2013	144	+20,0 %	+39,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		7 173		-8,3 %



## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication de la note expresse « Panorama de La Réunion » en 2012

L'IEDOM vient d'actualiser la note « Panorama de La Réunion » pour l'année 2012. Cette étude de quatre pages, diffusée dans la collection « Notes Expresses - Portrait », propose un éclairage synthétique sur les caractéristiques structurelles et démographiques de l'île, et facilite la compréhension des enjeux économiques du département. Elle présente des éléments de cadrage macroéconomiques (PIB par habitant, inflation, marché du travail, etc.). Elle inclut également une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme, ainsi qu'un aperçu de l'activité bancaire.

La note est disponible en [version française](#), mais également en [version anglaise](#).

### Progression de l'indicateur du climat des affaires au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

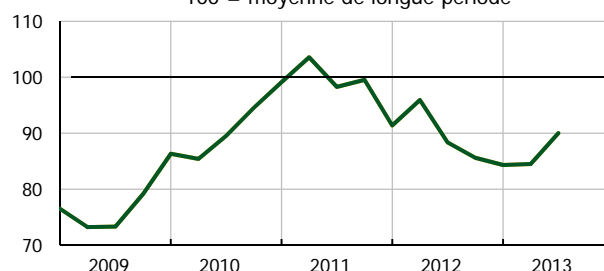
Après s'être progressivement stabilisé jusqu'au premier trimestre 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse significativement au deuxième trimestre (+ 5,5 points) pour s'établir à 90,0 points. Il reste néanmoins toujours très en deçà de sa moyenne de longue période. La progression de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir (+ 4,4 points, contre + 1,1 point pour la composante passée). Le troisième trimestre est en effet marqué par l'amélioration des perspectives des entrepreneurs sur l'activité, les effectifs et l'investissement.

Dans un contexte de stabilisation des prix, la consommation des ménages reste mal orientée. L'investissement montre en revanche quelques signaux positifs. Le marché du travail se stabilise progressivement. La progression soutenue de l'offre d'emploi ne suffit pas à empêcher une légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

La détérioration de l'activité se poursuit dans l'ensemble des secteurs de l'enquête, hormis le secteur primaire qui connaît une progression de son courant d'affaires.

Les « tendances conjoncturelles » au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

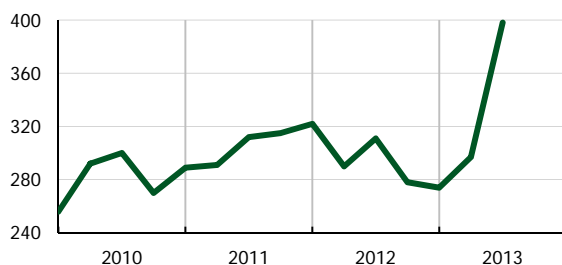
**Indicateur du climat des affaires à La Réunion**  
100 = moyenne de longue période



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### Forte hausse du nombre de dossiers de surendettement au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

**Nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement**



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Au deuxième trimestre 2013, 398 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une hausse de 34,0 % sur le trimestre et de 28,0 % par rapport à la même période de 2012. Cette brusque augmentation peut s'expliquer en partie par les efforts réalisés afin d'améliorer la lisibilité et la compréhension du rôle de la commission auprès du grand public depuis le début de l'année. Par ailleurs, rapporté à la population, le nombre de dossiers déposés reste sensiblement plus faible à La Réunion qu'en France métropolitaine : 1,4 dossier pour 1 000 habitants à La Réunion en 2012 contre 3,4 dossiers en France métropolitaine.

Parallèlement, la progression du nombre de personnes physiques interdites bancaires est moins marquée (+ 0,5 %) et le nombre des incidents de paiement par chèque baisse de 0,4 %.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	131,1	- 0,3 %	+ 1,5 %
	IPC France entière	127,7	+ 0,5 %	+ 0,9 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	21 662	- 14,5 %	- 10,9 %
	Cumul (milliers d'euros)	183 173	-	- 3,8 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	406,3	+ 26,5 %	+ 7,4 %
	Cumul (millions d'euros)	2 519,1	-	- 5,9 %
	Exportations (millions d'euros)	29,9	+ 64,1 %	+ 15,6 %
	Cumul (millions d'euros)	152,1	-	- 0,5 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	134 610	+ 0,7 %	+ 7,8 %

**LES SECTEURS D'ACTIVITÉ**

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Août 2013	195 996	- 4,2 %	+ 0,3 %
	Cumul	cumul Août	1 348 942	-	- 4,0 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Avril 2013	62 200	- 15,7 %	- 16,3 %
	Cumul	cumul Avril	266 200	-	- 7,1 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	cumul Juin	10 147	-	- 11,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	cumul Juin	123,9	-	- 12,6 %
	Effectifs salariés du BTP	Juillet 2013	15 713	- 0,8 %	- 3,4 %

**Baisse des créations d'entreprises au 2<sup>e</sup> trimestre 2013**

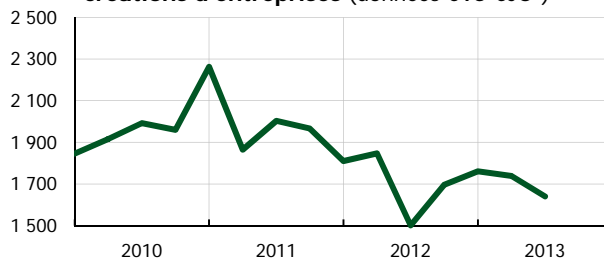
Les créations d'entreprises diminuent 5,7 % (données CVS-CJO<sup>1</sup>) au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Cette baisse s'explique principalement par le fort recul des créations sous le statut d'auto-entrepreneur (- 25 %). Hors auto-entreprises, la création progresse de 4 %. La diminution du nombre d'auto-entreprises s'observe surtout dans l'industrie (- 40,0 %), en raison de la révision des dispositifs encourageant la production d'électricité photovoltaïque.

Sur douze mois (juillet 2012 à juin 2013), la création d'entreprise décroît de 4 % par rapport à la même période un an auparavant (juillet 2011 à juin 2012).

En France entière, le nombre de créations diminue également : - 3,2 %, dont - 8 % pour les auto-entreprises.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://site.de.l'Insee).

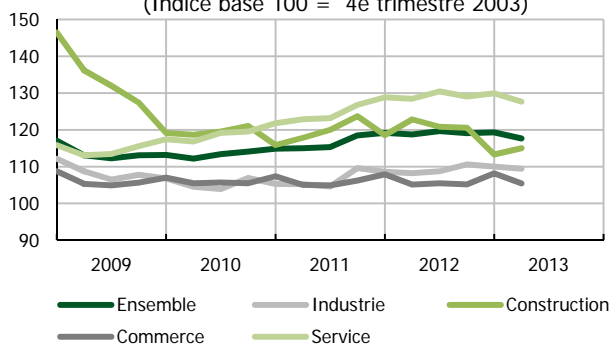
créations d'entreprises (données CVS-CJO<sup>1</sup>)



<sup>1</sup> Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables  
Source : Insee - Sirene

**Baisse de l'emploi salarié marchand au 1<sup>er</sup> trimestre 2013**

Évolution de l'emploi salarié marchand (Indice base 100 = 4<sup>e</sup> trimestre 2003)



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

L'emploi salarié marchand à La Réunion diminue de 1,4 % au premier trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012. Traditionnellement peu dynamique en début d'année, l'emploi recule toutefois plus fortement que l'année dernière à la même période (- 0,4 %). Les pertes d'emploi touchent principalement les services (- 1,7 %) en raison de la baisse de l'intérim et de fins de contrats aidés dans le secteur associatif.

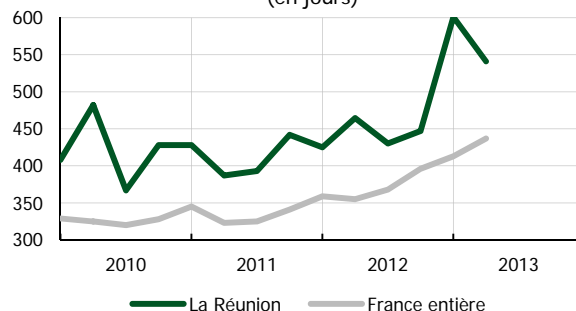
Sur un an, l'emploi salarié marchand à La Réunion baisse 0,9 %. Seul le secteur de la construction perd des emplois, avec une baisse de 6,4 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](http://site.de.l'Insee).

**Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2013**

Au premier trimestre 2013, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion ont une probabilité de 541 jours de rester sans emploi, soit 17,8 mois contre 14,4 mois au niveau national. La Réunion est la région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, devant la région Nord-Pas-de-Calais (519 jours). L'indicateur conjoncturel de durée de chômage<sup>1</sup> baisse cependant de 10 % sur le trimestre, après avoir fortement augmenté au 4<sup>e</sup> trimestre 2012. A l'inverse, il progresse de 5,8 % en France entière.

Indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi

<sup>1</sup> L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

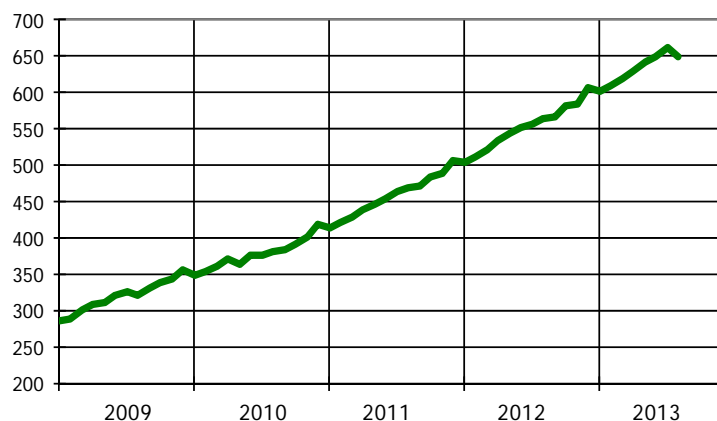
## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

En août 2013, les émissions nettes de billets se contractent de 13,1 millions d'euros après avoir augmenté de 11,1 millions d'euros le mois précédent (soit -2 % après +1,7 % en juillet) et s'établissent à 648,4 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance comparable : -2,2 % (après +2 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 11,8 millions au 31 août, dont 73 % sont constitués par la coupure de 50 € (66 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La contraction de l'émission nette de billets ayant été légèrement plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'apprécie de 12 centimes et s'établit à 55 € au 31 août 2013.

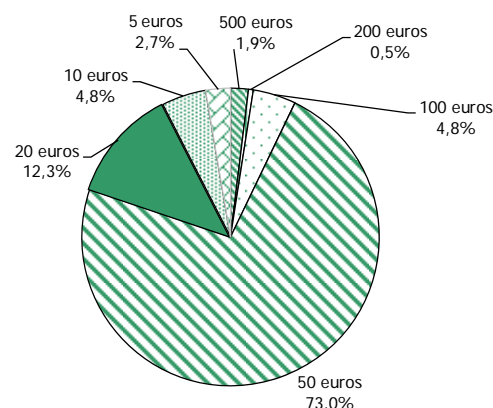
Emissions nettes cumulées de billet au 31 août 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 août 2013



Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### La hausse des prix sur un an s'accélère en juillet

Au cours du mois de juillet, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est stable (+0,0 %). Les prix des services aux ménages (+0,7 %) et du tabac (+0,3 %) progressent légèrement. Les prix de l'énergie sont stables (+0,0 %) alors que ceux des produits manufacturés et des produits alimentaires et boissons reculent de, respectivement, 0,5 % et 0,3 %.

Toutefois sur un an, sa progression (+1,3 %) s'accélère (+0,9 % en juin) sous l'effet de l'augmentation des produits alimentaires (+3,0 %) et des services aux ménages (+1,6 %). Par contre, les prix de l'énergie (-0,9 %) et des produits manufacturés (-0,1 %) sont en recul.

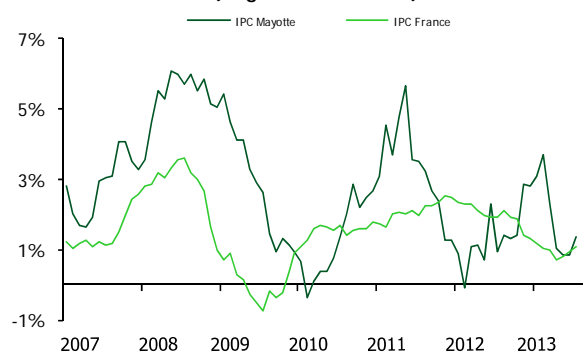
### Éducation : rentrée scolaire 2013-14 et publication du nombre de jeunes illettrés

Selon les chiffres (provisoires) communiqués par le vice-rectorat, près de 85 500 élèves ont effectué le 27 août la rentrée scolaire 2013-2014 à Mayotte. Si la majorité des élèves, soit 50 000, fréquente le premier degré (école primaire), 35 500 scolaires appartiennent au second degré dont 23 500 au collège et 12 000 au lycée. Près de 5 176 enseignants encadrent l'ensemble des élèves dont 850 nouveaux enseignants et 933 contractuels. Le vice-recteur, M. François COUX a présenté les trois priorités du système éducatif à Mayotte : « construire, recruter et piloter le système éducatif ». Malgré les efforts consentis depuis une décennie en faveur de l'éducation et de la formation pour faire face à l'importante croissance des effectifs (+42,7 % entre 2003 et 2012), l'éducation mahoraise souffre d'une insuffisance de moyens (personnel enseignant et infrastructures) pour accueillir et accompagner l'ensemble de la population scolaire, notamment, celle qui éprouve des difficultés dans ses apprentissages. Par ailleurs, les communes de Bandraboua et Mtsamboro ont choisi d'appliquer les nouveaux rythmes scolaires (7h30-10h30/13h30-15h30 avec mise en place d'activités périscolaires dès août 2013).

Enfin, le Centre universitaire de Mayotte ouvre dès cette année les troisièmes années de Licence de Droit et d'AES qui, jusqu'à présent, devaient être effectuées à La Réunion ou en Métropole.

Selon l'état des lieux «Prévenir l'analphabétisme et l'illettrisme, une priorité à Mayotte » publié par l'Agence nationale pour la lutte contre l'illettrisme (ANLCI), 44,3 % des jeunes de 16 à 18 ans étaient en situation d'illettrisme en 2011. En outre, selon l'étude de la Journée 2012 Défense et Citoyenneté, 74,9 % des jeunes sont en difficulté de lecture à Mayotte contre 9,9 % en moyenne dans la France entière, 27,6 % à La Réunion, 30,4 % à la Martinique, 33,1 % en Guadeloupe et 48,4 % en Guyane.

Indice des prix à la consommation (Englisement annuel)



Base 100 : année 2006

Source : INSEE

## Ouverture de la Cité des métiers

La Cité des métiers a ouvert ses portes le 12 août 2013. Le projet, présenté par le Conseil général en partenariat avec l'État et les différents acteurs économiques et sociaux, a été labellisé, le 5 avril dernier, par la Commission de labellisation de la cité des sciences et de l'industrie de Paris. Trois agents du Conseil général sont détachés pour offrir aux publics scolaire et professionnel des informations en matière d'orientation, de formation, d'emploi et de création d'activité. Son inauguration se déroulera le 10 septembre prochain.

## Évolution vers le droit commun : le Gouvernement précise la réforme fiscale dans un projet d'ordonnance et publie un décret concernant le licenciement économique

Le Gouvernement a transmis le 6 août 2013 au président du Conseil général, M. Daniel ZAI'DANI, un projet d'ordonnance relatif à la réforme fiscale qui sera mise en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les Conseillers généraux disposent d'un mois, à compter du 6 août, pour rendre un avis sur ce projet d'ordonnance. Dans ce cadre, le président du Conseil général, le directeur général adjoint en charge du développement et le cabinet M'Zé conseil se sont rendus au Cabinet du Ministre du budget le 26 août pour échanger sur les propositions du Gouvernement. Les résultats de l'étude conduite par le Conseil général seront présentés courant septembre 2013 à la population et aux acteurs économiques. Par ailleurs, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) se réunira le 3 septembre pour se prononcer, à son tour, sur ce projet.

Un décret relatif au licenciement économique a été publié le 25 août. Il modifie le code du travail applicable à Mayotte en créant une partie réglementaire pour ce type de licenciement. Ainsi, les procédures sont maintenant définies lorsque le licenciement concerne soit moins de dix salariés, soit au moins dix salariés sur une période de trente jours, et dans le cadre d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

## Infrastructures : DSP du port de Longoni définitivement attribuée, nouveau NRA inauguré et avancée de la construction de la ligne électrique Kawéni-Longoni

Après le rejet des requêtes déposées par la SNC Lavalin et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) qui contestaient la décision du Conseil général, l'attribution de la Délégation de service public (DSP) du port de Longoni a été définitivement octroyée au groupe Ida Nel dont la société, Mayotte Gateway Chanel, créée pour l'occasion, en assurera la gestion.

Par ailleurs, le 28 août, Orange a inauguré un nouveau Nœud de raccordement d'abonnés (NRA) à Majicavo. Il permettra aux personnes habitant à proximité d'améliorer leur connexion à internet dont la vitesse pourra atteindre jusqu'à 20Mbit par seconde.

Enfin, la construction de la double ligne à très haute-tension (90 000 volts) de 7,8 kilomètres entre Longoni et Kawéni est entrée dans une nouvelle phase avec l'achèvement de l'installation des pylônes. Trois moteurs et des transformateurs doivent être livrés le 15 septembre prochain pour entrer en fonction en fin d'année 2014. La nouvelle ligne pourra toutefois commencer à fonctionner dès la fin de l'année 2013 sur la base du réseau actuel.

## Emploi : le député Patrick LEBRETON en mission à Mayotte

M. Patrick BRETON, chargé par le Premier ministre de faire des propositions pour dynamiser l'emploi en Outre-mer, s'est rendu à Mayotte du 26 au 28 août 2013. Sa mission lui a permis de rencontrer le président du Conseil général, les représentants des services de l'État, des acteurs économiques et des organisations syndicales. Il devrait rendre son rapport au Premier ministre en octobre 2013.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	juil-13	117,5	0,0%	1,3%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	juin-13	5 969	-18,8%	-13,1%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-13	22 086	-23,4%	-23,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées juin-13	158 223	16,2%	4,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles juin-13	2 088	564,9%	242,5%
		cumulées juin-13	3 676	131,5%	5,7%
	Taux de couverture	mensuel juin-13	9,46%	8,37 pt	7,35 pt
		cumulé juin-13	2,32%	1,16 pt	0,03 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels juil.-13	414	27,4%	-32,4%
		cumulés juil.-13	2 753	-	1,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels juil.-13	34 477	48,4%	4,2%
		cumulés juil.-13	161 847	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels juil.-13	54,3	65,5%	24,5%
		cumulés juil.-13	223,6	-	6,4%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles juin-13	5 227	-0,1%	16,3%
		cumulées juin-13	32 502	-	-9,4%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	juin-13	39 439	-0,1%	2,8%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée juin-13	129 048	-	9,7%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle juin-13	8 693	-9,7%	-4,5%
		cumulée juin-13	58 153	-	3,4%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles juil.-13	181,0	7,7%	84,7%
		cumulées juil.-13	1 251	-	93,1%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels juil.-13	1 007	32,8%	4,9%
		cumulées juil.-13	6 205	-	17,4%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles juin-13	4,5	12,2%	6,4%
		cumulées juin-13	40,9	-	501,7%
	- en milliers euros	mensuelles juin-13	27,8	-21,2%	-10,8%
		cumulées juin-13	217,2	-	331,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,50%	08/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	08/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

*\* hors prime d'Etat*

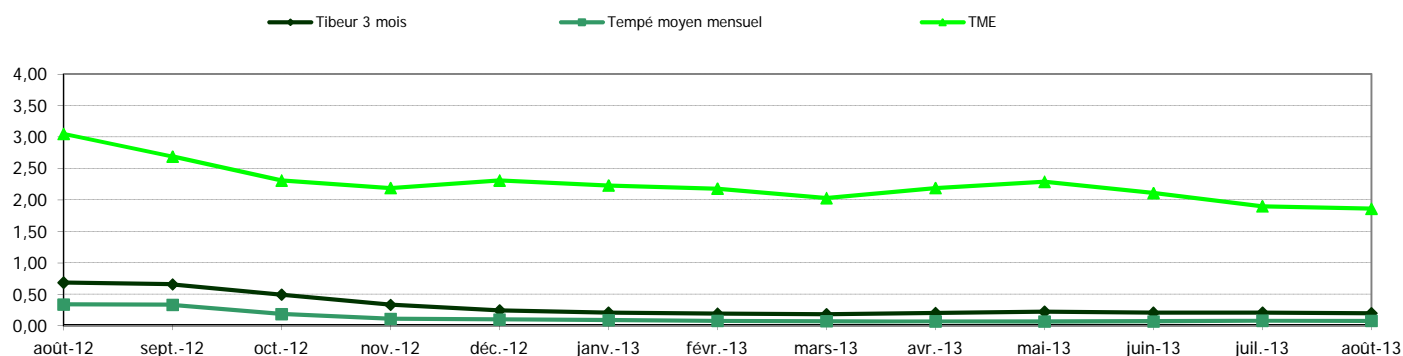
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2013)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	0,0784%	0,0947%	0,0931%	0,0832%	0,1280%	0,2260%	0,3420%	0,5430%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
	1,86%	2,26%	2,31%	2,43%	2,06%	2,46%	2,51%	2,63%

### Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure	
<b>Prêts immobiliers</b>							
Prêts à taux fixe		5,23%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,99%	
Prêts à taux variable		4,68%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,63%	
Prêts-relais		5,44%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		5,01%	
<b>Autres prêts</b>							
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros		20,09%		Découverts en compte (1)		13,36%	
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros		15,77%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,40%	
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros		11,05%		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>		<b>Seuils de l'usure</b>	
				Découverts en compte (1)		13,36%	

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

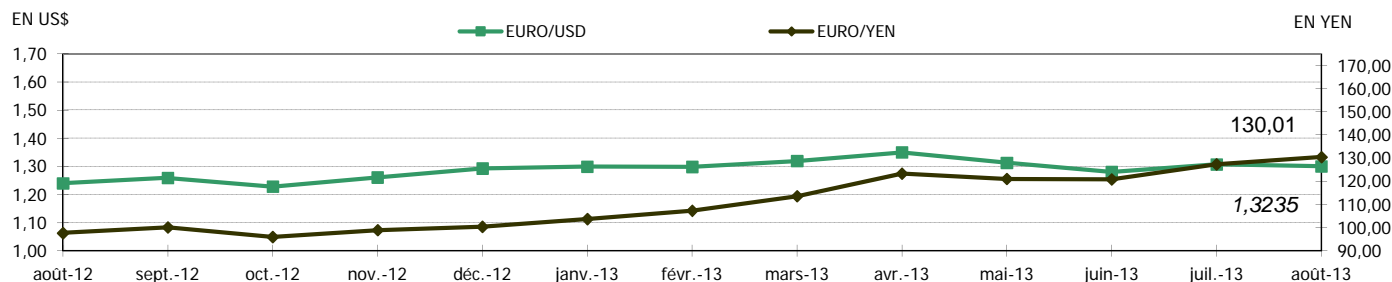
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3235	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,6670	EURO/SRD (Surinam)	4,3631
EURO/JPY (Japon)	130,0100	EURO/BWP (Botswana)	11,49210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3667
EURO/CAD (Canada)	1,3936	EURO/SCR (Seychelles)	15,81380	EURO/DOP (Rép. Dom.)	56,5225
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85390	EURO/MUR (Maurice)	40,5905	EURO/BBB (La Barbade)	2,6444
EURO/SGD (Singapour)	1,6867	EURO/BRL (Brésil)	3,1122	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,4935
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2627	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,3192	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2914,0511	EURO/XCD (Dominique)	3,5699	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 24 septembre 2013 - Dépôt légal : septembre 2013 - ISSN 1284-4438